

Pièce P-2

Lettre du 15 mai 2012 du directeur général des élections adressée à la présidente de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction,
l'Honorable France Charbonneau, j.c.s.



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Québec, le 15 mai 2012

L'Honorable France Charbonneau, j.c.s.
Présidente de la Commission d'enquête sur l'octroi et
la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction
M^e Rodrigue A. Macdonald, commissaire
Monsieur Renaud Lachance, commissaire
Courriel : [REDACTED]

Objet : *Le Directeur général des élections du Québec*
Demande de qualité pour agir à titre d'intervenant

Madame la Présidente,
Messieurs les Commissaires,

Le mandat qui a été dévolu à la *Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction* par le décret 1029-2011, le 19 octobre 2011, mentionne spécifiquement que le financement des partis politiques constitue une composante des travaux de la Commission.

À titre de personne désignée par l'Assemblée nationale, je suis responsable de l'application de la *Loi électorale* au palier provincial, ainsi que l'application des règles concernant le financement des partis politiques aux paliers municipal et scolaire, respectivement énoncées à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* et à la *Loi sur les élections scolaires*.

De même, ces lois électorales m'octroient des pouvoirs d'enquête et de poursuite pénale quant au respect des dispositions de celles-ci.

Les travaux de la Commission en semblable matière sont évidemment d'un grand intérêt pour l'Institution que je dirige.

Je n'ai aucun doute à l'effet que l'expertise acquise par l'Institution depuis l'adoption des règles encadrant le financement des partis politiques puisse bénéficier aux membres de la Commission.

Je sollicite en conséquence l'octroi d'un statut d'intervenant pour l'ensemble des travaux de la Commission, considérant qu'il ne peut être déterminé au préalable quelle sera la teneur des interventions auprès de celle-ci, ni la teneur des témoignages à être entendus.

À cette fin, M^e Michel Maurice, M^e Catherine Lebrun, M^e Dave Kimpton et M^e Lucie Fiset représenteront le Directeur général des élections du Québec et se partageront les journées d'audition. Leurs coordonnées sont les suivantes.

Direction des affaires juridiques
Directeur général des élections du Québec
3460, rue de La Pérade
Québec (Québec) G1X 3Y5
Tél. : 418 644-9417
Télec. : 418 646-6105

Courriel M^e Michel Maurice :
Courriel M^e Catherine Lebrun :
Courriel M^e Dave Kimpton :
Courriel M^e Lucie Fiset :



Finalement, tel que requis par l'article 17 des Règles de procédure de la Commission, vous trouverez ci-joint un affidavit exposant mon engagement à respecter ces dernières.

Soyez assurés que chacun des avocats plus haut mentionnés ont également pris connaissance de ces règles.

Recevez, Madame la Présidente, Messieurs les Commissaires, l'expression de mes sentiments distingués.

Le directeur général des élections du Québec et
président de la Commission de la représentation électorale,



Jacques Drouin

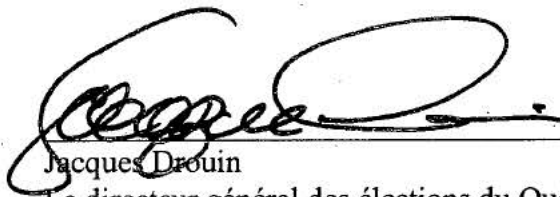
P. j.

AFFIDAVIT

Je, soussigné, Jacques Drouin, exerçant mes fonctions au 3460, rue de La Pérade, Québec (Québec) G1X 3Y5, affirme solennellement ce qui suit:

1. Je suis le Directeur général des élections du Québec dûment désigné à ce titre par l'Assemblée nationale.
2. J'ai pris connaissance des Règles de procédure de la *Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction* et je m'engage à les respecter.

ET J'AI SIGNÉ À QUÉBEC, ce 15^e jour de mai 2012

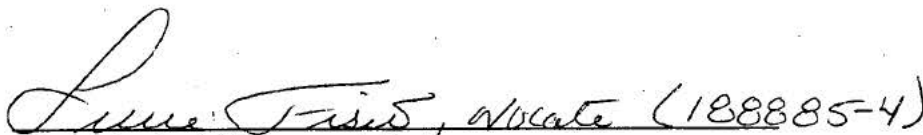


Jacques Drouin

Le directeur général des élections du Québec et
président de la Commission de la représentation électorale

Affirmé solennellement devant moi

à Québec, le 15^e jour de mai 2012.



Lucie Fiset, avocate (188885-4)
Commissaire à l'assermentation